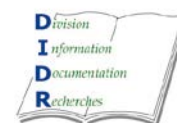


21 octobre 2019



La question foncière : l'exemple du district de Behsud (province de Nangarhar)

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Résumé : Situé aux abords immédiats de Jalalabad, le district de Behsud connaît depuis 2001 une pression foncière nourrie tant par l'essor de la capitale provinciale que par les flux de déplacés internes et d'Afghans de retour de l'exil à l'étranger. La très grande majorité des conflits observés à Behsud portent donc sur la possession, la spoliation ou l'occupation illégale de la terre. Cependant, les institutions étatiques se montrent bien impuissantes face à la prédation des élites locales, principalement composées d'anciens commandants moudjahidines ayant converti leur puissance militaire en capitaux immobiliers.

Abstract : Located in the immediate vicinity of Jalalabad, Behsud district has been under land pressure since 2001, fuelled both by the growth of the provincial capital and by the flow of internally displaced persons and Afghans returning from exile abroad. The vast majority of the conflicts observed in Behsud therefore concern the possession, grabbing or illegal occupation of land. However, state institutions are powerless to deal with the predation of local elites, mainly composed of former Mujahideen commanders who have converted their military power into real estate capital.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Table des matières

1. Behsud : contexte historique, politique et sécuritaire	3
1.1. Présentation et histoire politique récente du district	3
1.1.1. Les luttes de pouvoir dans le district.....	3
1.1.2. Caractéristiques géographiques du district.....	3
1.2. La situation sécuritaire	4
1.2.1. Une faible emprise insurgée mais un taux élevé de criminalité	4
1.2.2. Des attaques essentiellement dirigées contre les installations militaires	6
1.2.3. La présence de l'ISKP à Behsud	6
2. Les conflits liés à la question foncière	7
2.1. Le cadre national : un État faible, des systèmes juridiques concurrents.....	7
2.2. Le contexte provincial	9
2.2.1. Des atouts qui attisent les ambitions spéculatrices	9
2.2.2. Typologie des conflits fonciers	10
2.2.3. Une destination privilégiée pour les Afghans revenant d'exil à l'étranger	12
2.3. La situation à Behsud	13
2.3.1. Une histoire foncière complexe	13
2.3.2. Exemples d'affrontements liés à la terre	14
2.3.3. Corruption, clientélisme et faiblesse du pouvoir judiciaire	16
Bibliographie	19

1. Behsud : contexte historique, politique et sécuritaire

1.1. Présentation et histoire politique récente du district

1.1.1. Les luttes de pouvoir dans le district

Situé dans le nord de la province de Nangarhar, à l'est et au nord de la ville de Jalalabad, **le district de Behsud n'a acquis ses limites administratives actuelles qu'après la chute du régime communiste, en 1992**, lorsqu'il a été séparé du district de Surkhrod¹.

Après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan et la résistance que celle-ci a suscitée, l'incapacité des groupes moudjahidines à s'unir a permis au gouvernement central de conserver le contrôle du district jusqu'en 1992.

La brève période 1992-1996, qui a vu plusieurs mouvements moudjahidines diriger le pays sans que ne cesse la guerre civile, a été très violente à Behsud. Le district s'est trouvé divisé en différentes zones d'influence : le Parti islamique-Khales (*Hezb-e Islami-Khales*, HIK) contrôlait ainsi la région de Farmanda, tandis que la faction de Gulbuddin de ce même parti (*Hezb-e Islami-Gulbuddin*, HIG) tenait Qasimabad et Qal-e Chanda, et que le siège du gouverneur du district était aux mains du commandant Malinyar, de l'Union islamique pour la libération de l'Afghanistan (*Ittehad-e Islami bara-ye Azadi-ye Afghanistan*). Désapprouvant le ralliement de son mouvement aux talibans, un commandant du HIK, **Haji Hazrat Ali**, a alors rejoint la Société islamique (*Jamiat-e Islami*), qui a ainsi pu s'implanter à Behsud. Malgré la résistance de Hazrat Ali, les talibans se sont emparés du district, mais ont globalement maintenu les structures de pouvoir existantes – comme ils l'ont fait dans la reste de la province –, afin de ne pas s'aliéner leurs alliés locaux².

En 2001, après la déroute des talibans, Behsud a été la proie d'ex-commandants moudjahidines comme **l'ingénieur Ghaffar** (commandant du HIG³), devenu maire de Jalalabad, Haji Hazrat Ali, futur chef de la police de Nangarhar, et Haji Qadir, gouverneur de Nangarhar. Un proche du premier, Dodak Zalmai, est devenu gouverneur du district, et un allié pashaï du second, Gul Karim, y a exercé une certaine influence⁴. **Plusieurs de ces notables – et tout particulièrement Haji Hazrat Ali – jouissent encore de puissants réseaux à Behsud et ont joué un rôle majeur dans la spéculation foncière** et les conflits terriens qui ont marqué son histoire récente (*infra* 2.). En effet, ils ont tiré profit de la faiblesse des institutions étatiques et de l'insécurité pour manipuler les instances judiciaires officielles ou informelles, notamment pour s'emparer de terres en toute impunité. Par conséquent, à ce jour, les élites politico-militaires de Behsud se confondent largement avec celles de Jalalabad et sont issues non seulement des mouvements moudjahidines cités plus hauts, mais aussi du parti communiste au pouvoir dans les années 1980, le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA)⁵.

1.1.2. Caractéristiques géographiques du district

Outre l'autoroute qui le traverse dans sa longueur en direction du poste-frontière de Torkham, Behsud bénéficie d'une route asphaltée menant vers la province de Kunar et d'un **réseau de routes secondaires relativement bien développé**, quoique le manque d'entretien affecte même les axes récemment asphaltés comme celui reliant Qasimabad à Qaria Malakh⁶.

Selon David Mansfield, qui travaille de longue date sur la production d'opium en Afghanistan, le district de Behsud a bénéficié d'une politique de diversification agricole qui

¹ TLO, 05/2014, [url](#), p. 33

² TLO, 05/2014, [url](#), p. 34

³ TLO, 05/2014, [url](#), p. 33

⁴ TLO, 05/2014, [url](#), p. 35

⁵ NEMAT O. A., 2015, [url](#), p. 149

⁶ TLO, 05/2014, [url](#), p. 36

a permis de mettre un terme à la culture de pavot. En 2011, il a ainsi affirmé qu'il n'y avait « aucun signe d'une résurgence » de cette culture dans les districts mitoyens de Jalalabad, dont Behsud⁷.

Au début des années 2010, Behsud était **l'un des districts de la province de Nangarhar parmi les plus peuplés**, avec quelque 500 000 habitants dispersés dans 60 villages, d'après des estimations de l'ONG afghane *The Liaison Office* (TLO)⁸. Si le district est divisé en cinq *manteqas* (Neher Shahi Awal, Neher Shahi Dawayem, Saracha, Walaya et Qasimabad), les habitants s'identifient plutôt à des regroupements de villages qu'à ces circonscriptions administratives⁹.

La population du district de Behsud est très hétérogène, puisqu'il compte 60% d'Arabes (dariphones)¹⁰ et près d'un tiers de Pachtounes issus de différentes tribus (les principales étant les Ahmadzai, les Safi, les Mohammadzai et les Sahak). On y recense également une minorité nomade (*kuchi*) et un groupe « influent » de Pashaï dans le village de Daman¹¹. En 2002, le HCR avançait des chiffres sensiblement différents : 55% de Pachtounes, 40% d'Arabes et 5% de Tadjiks¹².

Les Pashaï sont arrivés après la chute des talibans, dans le sillage du commandant Haji Hazrat Ali, celui-ci ayant d'ailleurs été élu au Parlement grâce au soutien de sa communauté. Il a ensuite installé des Pashaï à des postes de pouvoir dans l'administration ou les forces de sécurité et leur a également procuré des titres de propriété, à même de conforter leur présence sur les terres qu'ils occupaient¹³.

Si les relations entre ces nouveaux arrivants et les résidents installés de plus longue date sont généralement bonnes, les migrants originaires de la Kunar ou de Khogyani sont souvent présentés comme des fauteurs de troubles, dans le cadre de conflits fonciers¹⁴.

Au début du mandat du président Karzaï, un groupe de « Kuchis arabes » s'est emparé de terres dans la région de Daman, mais des doutes persistent sur leur arabité : ils ont pu être tentés de la revendiquer pour s'associer aux Arabes, majoritaires dans le district, et asseoir leurs prétentions sur les terres qu'ils occupaient. De fait, ces Kuchis arabes sont pachtounophones, quand les Arabes de Behsud sont dariphones¹⁵.

1.2. La situation sécuritaire

1.2.1. Une faible emprise insurgée mais un taux élevé de criminalité

Selon Fabrizio Foschini, analyste auprès du réseau de chercheurs *Afghan Analysts Network* (AAN), les districts de Behsud, Surkhrod et Rodat constituent l'« hinterland » de Jalalabad (c'est-à-dire son arrière-pays et sa zone d'influence et d'attraction économique), du fait de leur grande proximité avec la capitale provinciale. Par conséquent, il estime peu vraisemblable que des groupes de talibans s'y attardent, même de nuit – ou bien seulement dans les villages les plus reculés, comme Banda. Il observe, toutefois, que ces districts font l'objet de violents raids de la part des forces afghanes et de leurs alliés occidentaux, qui affirment parfois avoir capturé un commandant taliban ou s'être emparé d'une cache d'armes. Fabrizio Foschini en conclut que ces interventions musclées font partie d'une

⁷ MANSFIELD D., 10/2011, [url](#), p. 8

⁸ TLO, 05/2014, [url](#), p. 32

⁹ TLO, 05/2014, [url](#), p. 32

¹⁰ La minorité arabe d'Afghanistan serait composée de descendants des conquérants de ce qui était à l'époque la province du Khorasan, dès le VIII^{ème} siècle. Ces envahisseurs venaient notamment de l'empire omeyyade. Une autre vague de migrants arabes est arrivée d'Asie centrale après la révolution russe de 1917. Aujourd'hui, seuls 4 000 d'entre eux environ parleraient encore arabe. La plupart s'expriment en dari ou en pachto mais revendiquent encore une identité arabe. Un autre groupe, dit des « Arabes-Afghans », comprend les combattants originaires des pays arabes venus soutenir les moudjahidines afghans au cours de leur guerre contre l'URSS.

¹¹ TLO, 05/2014, [url](#), p. 36

¹² NEMAT O. A., 2015, [url](#), p. 146

¹³ TLO, 05/2014, [url](#), p. 35-36

¹⁴ TLO, 05/2014, [url](#), p. 39

¹⁵ TLO, 05/2014, [url](#), p. 57

stratégie visant à terroriser la population locale et à la mettre en garde contre toute collaboration avec des insurgés – reprenant là, précise-t-il, une stratégie déjà employée par les Soviétiques en Afghanistan dans les années 1980¹⁶.

D'après un universitaire qui, dans le cadre de sa thèse, a réalisé un travail de terrain à Behsud à la même période que Fabrizio Foschini (2011-2012), **les assassinats ciblés, les enlèvements et les cambriolages – pour l'essentiel liés à des conflits fonciers, au trafic de drogue ou à des différends interpersonnels – sont les principaux facteurs d'insécurité dans le district, plus que les attaques des talibans**¹⁷. En 2014, l'ONG TLO a fait le même constat et a relevé des taux élevés de criminalité à Daman, Khas Behsud, Samar Khail, Saracha, Bara Banda et Kandoo. Plusieurs résidents interrogés imputent ce fléau au chômage et à la mauvaise situation économique¹⁸. Selon d'autres témoignages, des individus venus de districts voisins (notamment Chaperhar et Bati Kot) feraient parfois des incursions à Behsud, sans qu'il soit possible de déterminer s'il s'agit de bandes criminelles ou d'insurgés¹⁹.

Du reste, en octobre 2011, le district de Behsud comptait au nombre des cinq districts de Nangarhar pressentis pour passer sous le contrôle de l'armée nationale afghane (ANA), en lieu et place des forces de l'OTAN, dans le cadre de la restitution aux forces afghanes du maintien de la sécurité et de l'ordre public²⁰. Cependant, un responsable tribal de Behsud cité par le site d'actualités afghan *Pajhwok* s'inquiétait à cette date de la capacité des autorités à s'acquitter de leurs missions, le district ne comptant que 50 policiers²¹.

En 2011, Long War Journal précisait que des cellules terroristes avaient été recensées dans onze des 22 districts de Nangarhar, dont Behsud, et citait, parmi les groupes armés présents dans la province, **Al-Qaïda** et des **mouvements pakistanais** comme l'Armée des pieux (*Lashkar-e-Taiba*, LeT), l'Armée de l'islam (*Lashkar-e-Islam*, LeI) et le Mouvement des talibans du Pakistan (*Tehrik-e Taliban Pakistan*, TTP)²². De fait, en 2010, un commandant de la LeI a été arrêté à Behsud. À la tête d'une force mixte composée de talibans et de membres de la LeI, il organisait des raids contre certains chefs-lieux de districts de la province, comme Achin et Khogyani²³.

Selon un rapport de TLO publié en 2014, Behsud était alors considéré comme « sûr » du point de vue sécuritaire, le gouvernement y exerçant un contrôle quasi-total. En revanche, les auteurs relevaient une dégradation de la situation au cours des deux années précédentes et indiquaient notamment que les insurgés étaient présents, en fin de journée, dans des villages du sud du district comme Saracha et Samar Khail²⁴. Ce constat était conforté par le témoignage d'un universitaire, présent à Behsud à la même période dans le cadre de son travail de thèse. S'il a décrit, lui aussi, le district comme « relativement sûr », il a néanmoins expliqué qu'il lui était déconseillé de se rendre passé midi dans les bureaux du gouverneur de Behsud – assez isolés, au sud-est du district –, les autorités ne contrôlant la zone qu'en matinée. Il a ajouté que les insurgés et les autorités locales avaient vraisemblablement passé un accord pour permettre aux citoyens de se rendre dans les locaux de l'administration le matin afin d'y accomplir leurs démarches²⁵.

Selon un récent rapport public du Commissariat général belge aux réfugiés et apatrides (CGRA), qui se fonde sur les données ouvertes de l'ONG *Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED), Behsud a été le théâtre de **neuf incidents sécuritaires en 2018**, dont six affrontements entre les forces du gouvernement et les groupes insurgés. Toutefois, **ces combats n'ont pas changé le rapport de forces sur le terrain ni**

¹⁶ FOSCHINI F., 10/01/2011, [url](#)

¹⁷ NEMAT O. A., 2015, [url](#), p. 150

¹⁸ TLO, 05/2014, [url](#), p. 44

¹⁹ TLO, 05/2014, [url](#), p. 45

²⁰ The Telegraph, 31/10/2011, [url](#)

²¹ Pajhwok, 28/11/2011, [url](#)

²² Long War Journal, 06/04/2011, [url](#)

²³ Long War Journal, 18/12/2010, [url](#)

²⁴ TLO, 05/2014, [url](#), p. 43

²⁵ NEMAT O. A., 2015, [url](#), p. 149

contraint le gouvernement à céder le contrôle d'une partie du district à l'opposition armée²⁶.

En tout état de cause, **Behsud demeure une destination de refuge pour beaucoup d'habitants de districts plus directement frappés par des affrontements** entre groupes insurgés, comme Khogyani et Shirzad. Ainsi, en mai 2019, sur 8 000 familles contraintes de quitter ces deux districts, 1 145 ont été envoyées par les autorités dans celui de Behsud²⁷. De plus, selon TLO, **les principaux axes routiers sont ouverts à la circulation et sûrs**, quoiqu'un engin explosif ait tué trois membres de la police nationale et un civil sur l'autoroute Behsud-Kunar en 2013²⁸.

1.2.2. Des attaques essentiellement dirigées contre les installations militaires

La **base avancée de Fenty (Forward Operating Base Fenty)** est l'une des plus grandes de l'est du pays et se trouve dans l'enceinte de l'aéroport de Jalalabad, celui-ci étant situé dans le district de Behsud²⁹. Cette base a été prise pour cible lors des attaques les plus spectaculaires survenues dans le district ces dernières années. Plus généralement, la plupart des incidents sécuritaires consistent en des attaques contre des installations militaires³⁰ - la base de l'ANA se trouvant dans la région de Benaga³¹.

Ainsi, en **novembre 2010**, au moins six talibans sont morts dans une attaque lancée contre la base de Fenty, alors sous contrôle des troupes américaines. Si le commandement taliban a assuré que le raid avait tué ou blessé plus de 70 soldats afghans et américains présents sur la base, les autorités militaires américaines n'ont déploré aucune victime³².

La base a été la cible d'une autre attaque nocturne en **avril 2011**, qui a fait sept morts dans les rangs talibans et aucun parmi les forces progouvernementales, quoique les insurgés aient revendiqué la mort de neuf « envahisseurs »³³.

Le **2 janvier 2012**, les autorités locales ont annoncé qu'une attaque-suicide avait visé un centre d'entraînement de la police dans la région de Benega (Beni Ga), à Behsud. L'attentat a fait un mort – un enfant –, mais n'a pas été revendiqué³⁴.

Le **27 février suivant**, un véhicule rempli d'explosifs est venu s'écraser contre l'entrée de la base de Fenty, à l'heure où le personnel arrivait sur le site. Six civils et trois membres des forces de sécurité afghanes ont trouvé la mort dans cet attentat, qui a, par ailleurs, fait quatre blessés parmi les collaborateurs de l'OTAN³⁵.

En **décembre 2012**, la base militaire a de nouveau été attaquée. Des hélicoptères ont dû intervenir pour repousser les talibans – qui ont revendiqué ce raid – au terme de plusieurs heures de combats. L'attaque a provoqué la mort de deux civils et de trois membres des forces spéciales afghanes, tout en blessant trois autres civils et 14 membres des forces de sécurité³⁶.

1.2.3. La présence de l'ISKP à Behsud

Dans un article consacré à l'implantation à Nangarhar de l'État islamique - Province du Khorasan (ISKP), la revue *Foreign Policy* cite un *malek* (chef coutumier) d'un village de Behsud, selon lequel le mouvement serait actif, quoique de manière clandestine, dans le

²⁶ CGRA, 18/03/2019, [url](#), p. 18

²⁷ Pajhwok, 02/05/2019, [url](#)

²⁸ TLO, 05/2014, [url](#), p. 43

²⁹ The New York Times, 02/12/2012, [url](#)

³⁰ NEMAT O. A., 2015, [url](#), p. 149

³¹ TLO, 05/2014, [url](#), p. 43

³² Long War Journal, 13/11/2010, [url](#)

³³ Long War Journal, 06/04/2011, [url](#)

³⁴ Khaama Press, 02/01/2012, [url](#)

³⁵ The New York Times, 27/02/2012, [url](#)

³⁶ TOLONews, 02/12/2012, [url](#)

district. Son emprise y semble donc moindre que dans les districts du sud de la province. S'agissant des activités concrètes de l'ISKP à Behsud, ce même *malek* a qu'évoqué la propagande et les recrutements auxquels se livre celui-ci. Le gouverneur du district, Asrarullah Garizada, a fermement démenti ces propos, mais d'autres témoignages recueillis par *Foreign Policy* suggèrent que **l'ISKP exerce une forme de contrôle social sur la population**. Cependant, le journaliste, Franz J. Marty, précise qu'il est délicat d'évaluer la fiabilité des anecdotes qui lui ont été rapportées, qui peuvent être exagérées. Ainsi, aucune de ses sources n'a pu identifier les combattants supposés de l'ISKP ni suggérer la localisation de leur base³⁷.

Le 18 avril 2015, alors qu'une attaque-suicide revendiquée par l'ISKP a fait 33 morts et cent blessés dans la ville de Jalalabad, une autre explosion, dans le district de Behsud, a entraîné la mort d'un civil et en a blessé deux autres³⁸.

2. Les conflits liés à la question foncière

2.1. Le cadre national : un État faible, des systèmes juridiques concurrents

L'Afghanistan d'avant 1978 se caractérisait par la grande fluidité de la reconnaissance sociale et juridique de la propriété. Pour le propriétaire, **l'enjeu n'est pas tant de détenir des documents officiels que d'être en capacité de faire reconnaître sa possession**, en sorte que les garanties de la propriété sont toujours précaires. Liz Alden Wily, auteure d'une étude de référence sur le foncier en Afghanistan au début des années 2000, a ainsi affirmé que : « **l'aspect le plus frappant du régime foncier afghan rural est le degré élevé d'incertitude dans la propriété des terres**. [...] Cela implique un enchevêtrement de relations dans lequel il est difficile de distinguer les créanciers/débiteurs des propriétaires/métayers, ou de savoir précisément qui est le détenteur légal ou reconnu des droits sur la propriété »³⁹.

De plus, **plusieurs régimes de propriété coexistent : terres gouvernementales** (dont les textes officiels ne donnent qu'une définition obscure, selon Liz Alden Wily), **publiques** (c'est-à-dire gérées par l'État mais appartenant à la nation et, à ce titre, inaliénables), **privées, communales et religieuses** (ou *awqaf*, à savoir des biens administrés par des fondations religieuses). L'usage réel de ces terres ne correspond pas toujours à leur statut juridique : ainsi, des terres traditionnellement exploitées par une communauté locale peuvent être considérées par l'État comme des terres publiques, tandis qu'à l'inverse, des terrains privés peuvent être cultivés collectivement.

Après 2001, les autorités afghanes ont envisagé de reconnaître l'existence de terres communales, avant de réaffirmer la propriété de l'État sur l'ensemble des terres dont personne ne pourrait revendiquer la propriété individuelle⁴⁰. Ce faisant, l'État est passé d'un rôle d'administrateur (*trustee*) des terres de la nation à celui de propriétaire, mais cela s'est accompagné d'un manque de transparence dans les procédures de transferts de propriété à des particuliers⁴¹.

Enfin, **normes coutumières, droit civil, droit étatique et droit religieux constituent autant de régimes légaux différents et, souvent, contradictoires**⁴². En 2009, selon une étude de l'Unité d'évaluation et de recherche sur l'Afghanistan (*Afghanistan Research and Evaluation Unit*, AREU) citée par la *Revue des mondes musulmans et de la*

³⁷ MARTY F. J., 05/04/2016, [url](#)

³⁸ RFE/RL, 18/04/2015, [url](#)

³⁹ WILY L.A., 03/2003, [url](#), p. 2

⁴⁰ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁴¹ Voir ALDEN WILY L., 02/2013, [url](#)

⁴² WILY L.A., 03/2003, [url](#), p. 3-4

Méditerranée, près de 90% des conflits fonciers étaient traités par des instances non-étatiques⁴³, et ce en dépit de certains efforts législatifs (décret du président Karzai interdisant, dès 2002, l'accaparement des terres, garantie de la propriété individuelle par la Constitution en 2004, loi sur la gestion des affaires foncières en 2008)⁴⁴.

Le Code pénal afghan de 1976, en vigueur jusqu'en 2017, ne fait qu'une seule référence à l'usurpation de terres (*ghasb*), dans l'article 464, sans l'ériger en infraction à part entière. Cet article concerne par ailleurs l'usurpation de titres de propriété mais non celle du terrain proprement dit. L'article 494 du chapitre XXIV condamne la destruction des bornes marquant la limite entre deux propriétés ou l'empiètement d'une propriété sur celle d'autrui⁴⁵. En d'autres termes, « il n'y a d'infraction d'usurpation que quand il s'agit de l'extension d'une propriété avec l'intention d'usurpation », ce qui exclut du périmètre de la loi tous ceux qui s'installeraient sur la propriété d'autrui sans qu'eux-mêmes ne possèdent la moindre terre en premier lieu⁴⁶. La définition de l'escroquerie souffre des mêmes lacunes, puisque l'article 469 du Code pénal n'inclut dans son champ que les biens meubles (et non immeubles, comme la terre)⁴⁷. Le nouveau Code pénal, adopté par le Parlement en 2018, ne semble pas encore avoir été mis en ligne, mais dans un communiqué, la mission des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) a salué les progrès qu'il marquait en matière d'usurpation de terres, sans plus de détail⁴⁸.

L'institution afghane responsable de l'administration et de la gestion des terres appartenant à l'État est l'Arazi – ou « autorité foncière afghane ». Cette agence indépendante a été créée en 2010 par la fusion du Bureau des affaires foncières (Amlak) et de la Commission pour la restitution des terres illégalement occupées. Ses prérogatives s'étendent notamment au défrichage et à la location de ces terres⁴⁹.

Dans l'école hanafite – l'une des quatre écoles sunnites de droit musulman et de jurisprudence, hégémonique en Afghanistan –, la *shafa* désigne le droit d'un individu à revendiquer la propriété d'une terre adjacente aux siennes. Ainsi, dans le droit coutumier, quiconque cherche à céder un terrain doit d'abord le proposer à ses voisins : ce n'est qu'en cas de désintérêt de leur part qu'il peut le vendre à un tiers. Si la parcelle en question est entourée par plusieurs propriétaires terriens (*shafdars*), le propriétaire doit la proposer en priorité au voisin dont il est le plus proche, d'un point de vue familial. Tout manquement à ce principe peut être porté devant une assemblée traditionnelle⁵⁰.

En matière d'occupation illégale de terres, Wamiqullah Mumtaz, spécialiste de la gouvernance locale et collaborateur de l'AREU, distingue le *zorabad* – une spoliation foncière s'accompagnant de violences ou de menace de violences – du *benaqsha*, qui désigne une simple occupation de terre sans autorisation préalable⁵¹.

Il convient de noter qu'à l'échelle du pays, les variations provinciales (voire entre districts d'une même province) sont telles que toute moyenne nationale est dépourvue de pertinence : ainsi, en 1971, 1% des propriétaires terriens de Parwan louaient leurs terres à des tiers, contre 23% à Nangarhar⁵². De même, dans son étude pour l'Institut des États-Unis pour la paix (*United States Institute for Peace, USIP*), Noah Coburn relève que, contrairement à une certaine idée reçue, même les communautés où le taux d'analphabétisme est le plus haut disposent souvent de documents attestant leur propriété des terres qu'elles occupent. **C'est plutôt le manque de standardisation de ces**

⁴³ SADEGHI A. R., 06/2013, [url](#)

⁴⁴ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁴⁵ GoRA, 07/10/1976, [url](#)

⁴⁶ SADEGHI A. R., 06/2013, [url](#)

⁴⁷ GoRA, 07/10/1976, [url](#)

⁴⁸ UNAMA, 22/02/2018, [url](#)

⁴⁹ STAHLMANN F., 2016, [url](#), p. 10

⁵⁰ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁵¹ MUMTAZ W., 05/2012, [url](#), p. 2

⁵² WILY L.A., 03/2003, [url](#), p. 19

documents qui pose problème, puisqu'il ouvre la voie à de nombreuses revendications concurrentes⁵³.

Si Liz Alden Wily concède qu'au sortir d'une guerre civile, la question foncière est généralement source de tensions, elle relève que, dans le cas afghan, celles-ci sont plus aiguës en 2012 qu'en 2002. Cela s'explique par **l'intrication de la spoliation de terres avec des enjeux communautaires, ethniques, politiques, et par l'immixtion de différents groupes d'intérêts, notamment insurgés**⁵⁴. Fabrizio Foschini abonde dans ce sens et voit dans la prolifération des conflits fonciers la conséquence du grand nombre d'acteurs politiques dotés de moyens armés, mais aussi de la faiblesse structurelle des institutions de l'État⁵⁵.

En effet, **l'État comme les autorités provinciales ont tâché d'aplanir ces conflits au moyen de compromis et d'accords avec un cercle d'hommes de pouvoir, sans jamais s'appuyer sur la règle de droit**, ce qui incite tant les entrepreneurs que les communautés sans terres à s'installer illégalement sur des terrains. Selon Fabrizio Foschini, cet attentisme de l'État ne s'explique pas seulement par des faits de corruption à grande échelle, mais aussi par une inertie de la bureaucratie et une peur de représailles.⁵⁶

2.2. Le contexte provincial

2.2.1. Des atouts qui attisent les ambitions spéculatrices

Du fait de sa position stratégique entre Kaboul et le sous-continent indien, **Jalalabad a toujours bénéficié d'un fort intérêt militaire**, notamment de la part de la coalition internationale après 2001, et donc des ressources afférentes. La captation de celles-ci a été essentielle dans les stratégies des élites provinciales pour maintenir leur influence⁵⁷. C'est notamment le cas à Behsud, qui abrite la base avancée de Fenty⁵⁸.

La fertilité des terres de Nangarhar est également de nature à aiguïser les convoitises. En effet, le climat des districts du centre de la province permet de procéder à deux récoltes par an. Cette fertilité s'est trouvée accrue par le **canal de Nangarhar**, long de 70 km et construit par les Soviétiques entre 1965 et 1972. Il irrigue 25 000 hectares de terre entre le barrage de Darunta, à l'ouest de Jalalabad, et Torkham, à la frontière pakistanaise. Ces bonnes conditions, conjuguées au fait que Nangarhar se trouve sur la route principale qu'empruntent les Afghans de retour du Pakistan, ont permis à la province de connaître, du moins au début des années 2000, **une des plus fortes croissances démographiques du pays**⁵⁹.

Des années d'entretien insuffisant du canal ont, toutefois, tiré la production agricole à la baisse, tandis qu'à la fin des années 2000, l'État cédait l'usage de milliers d'hectares à des investisseurs privés pour une durée de 90 ans. Ceux-ci ont alors divisé ces terres en parcelles pour les vendre sans difficulté à d'autres acquéreurs, et ce en dépit de la légalité tout à fait douteuse de la vente de ces terres publiques.

La pression démographique a nourri cette spéculation immobilière : certains particuliers ont acheté des terres spoliées en sachant que les prix continueraient de monter, pour les revendre ensuite⁶⁰. En effet, **les terrains résidentiels se négocient à très bon prix, Fabrizio Foschini estimant la valeur d'un *jerib* (0,2 ha) à 1,5 ou 2 millions d'afghanis** (environ 17 ou 23 000 €). Ces terres perdent alors leur usage agricole, dans un pays où l'autosuffisance alimentaire n'est pourtant pas assurée⁶¹. Le

⁵³ COBURN N., 08/2011, [url](#), p. 12

⁵⁴ WILY L.A., 02/2013, [url](#), p. 3

⁵⁵ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁵⁶ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁵⁷ NEMAT O. A., 2015, [url](#), p. 118

⁵⁸ NEMAT O. A., 2015, [url](#), p. 147

⁵⁹ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁶⁰ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁶¹ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

président Ghani a tenté d'enrayer cette tendance en interdisant par décret toute construction sur les terres arables. Toutefois, selon un expert foncier de l'USIP, cette mesure est peu respectée, particulièrement dans les zones périurbaines comme Behsud. En effet, si beaucoup de terrains vendus sont souvent nus – leur prix étant plus bas, ils sont susceptibles d'attirer plus d'acquéreurs –, les nouveaux propriétaires ne tardent ensuite pas à y construire une maison⁶².

Les terres les plus prisées sont les prairies non irriguées, seulement utilisées de manière saisonnière pour le pâturage du bétail. Ces endroits sont souvent désignés sous les termes de *dasht* ou *biaban* (tous deux évoquant un désert). Or, **à Nangarhar, la bande de terres irriguées étant très étroite, ces « déserts » se trouvent à proximité immédiate des centres urbains et se prêtent à la construction de quartiers résidentiels**⁶³.

Ces projets immobiliers – même s'ils sont rendus possibles par l'accaparement de terres par de grands entrepreneurs – sont mieux accueillis par les populations locales, qui peuvent en attendre un afflux de capitaux, voire un logement, que les migrants sans terres pauvres, potentiels concurrents dans l'accès aux ressources et à l'emploi⁶⁴.

2.2.2. Typologie des conflits fonciers

On distingue **cinq catégories d'acteurs économiques impliqués dans l'accaparement de terres** : **les commandants de faible influence**, mais bénéficiant du soutien de leur parti ou de commandants plus puissants ; **les kamishan kars**, qui font office d'intermédiaires entre la population et les représentants de l'État ; **les autorités provinciales**, qui touchent une partie des bénéfices des *kamishan kars* ; **les agents immobiliers** ; et **les hommes d'affaires**, qui se livrent à la spéculation. Ces cinq groupes sont impliqués dans la quasi-totalité des transactions immobilières et constituent une « mafia foncière », selon la Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, qui nuit gravement au développement et à la gouvernance urbains⁶⁵.

En effet, le plan de développement de Jalalabad n'était prévu que pour 40 000 habitants et sa mise en œuvre, après 1978, a été perturbée par le renversement du régime et la guerre civile qui s'en est suivie. **Le développement urbain s'est alors poursuivi en dehors du cadre légal prévu**, alors que la population urbaine est censée représenter 50% de la population totale du pays⁶⁶.

En 2001, les différents groupes de moudjahidines qui contrôlaient Jalalabad et ses environs avant l'arrivée au pouvoir des talibans ont encouragé leurs membres à occuper autant de terres que possible afin d'enraciner leur contrôle et d'y installer des gens qui, devenant leurs obligés, contribueraient à maintenir leur influence politique⁶⁷. Du reste, les autorités provinciales post-2001 se sont livrées au même jeu.

Dans un article paru dans la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, l'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelkhah évoque « **l'extraordinaire diversité des modes d'appropriation de la terre et des moyens de résolution des conflits** ». Dans les cinq villes afghanes où l'urbanisation est la plus rapide, elle relève ainsi la prolifération de quartiers résidentiels, « notamment à l'initiative des *qumandan*, y compris, pour certains d'entre eux, pendant la période taliban durant laquelle ils ont effectué des transactions avantageuses en dollars depuis leur exil en profitant du marasme du marché ». Pour Jalalabad, elle prend l'exemple du commandant moudjahidine Mawlawi Yunis Khales et de la cité résidentielle de Hejrat, qu'il a fait construire dans le 5^e district de

⁶² AREU, 06/2017, [url](#), p. 77

⁶³ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁶⁴ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁶⁵ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁶⁶ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁶⁷ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

la ville. Sur la route reliant Jalalabad à Torkham, près de Samar Khail, un homme d'affaires afghan installé à Dubaï, Haji Najib Zarrab, est l'auteur de la cité de Ghazi Amanullah⁶⁸.

De même, Fabrizio Foschini affirme que **les hommes d'affaires qui ont fait main-basse sur ces terres n'ont pu agir qu'avec la complicité des autorités provinciales**. Ainsi, les principaux investisseurs dans les terres du canal de Nangarhar, Haji Ghulam Faruq et Haji Gul Murad, avaient des liens avec le gouverneur d'alors de la province, Gul Agha Sherzai, le procureur général du pays, et même avec l'entourage du président Karzai. Sherzai s'est, d'ailleurs, trouvé critiqué sur ce point par le président adjoint du Parlement, Haji Zahir Qadir, membre de la famille Arsala, longtemps la plus influente de Nangarhar, et grande rivale des Sherzai⁶⁹.

Au-delà des élites locales, l'accès à la terre suscite parfois des affrontements entre des communautés entières. Par exemple, **les enjeux fonciers ont joué un rôle important dans le violent conflit qui a opposé, à partir de 2010, deux clans shinwari, les Sepai et les Alisherkhel**. Forts de l'accord passé avec les forces armées américaines (le « pacte Shinwari ») et du soutien du gouverneur de Nangarhar, Gul Agha Sherzai, les premiers ont, en effet, obtenu des armes et des fonds qui leur ont permis de faire main-basse sur 15 km² d'une terre désertique du district d'Achin, dite *razgha*, que les Alisherkhel considéraient comme faisant partie de leur aire de pâturage. Ces derniers ont alors sollicité le soutien d'un groupe insurgé pakistanais, l'Armée de l'islam (*Lashkar-e Islam*, LI). Les affrontements ont conduit à l'intervention des forces armées afghanes, appuyées par des hélicoptères américains. Selon le chercheur Borhan Osman, collaborateur régulier d'AAN, **ces conflits fonciers chroniques ont contribué à fragiliser les structures tribales traditionnelles de pouvoir et rendu les communautés locales moins aptes à s'unir et à résister à l'arrivée d'autres acteurs : ainsi, les terres à l'origine du conflit entre Sepai et Alisherkhel, près de la vallée de Mamand, sont ensuite devenues le repaire de l'ISKP**⁷⁰.

Des conflits communautaires similaires, quoique moins sanglants, ont été aussi recensés dans d'autres districts, comme **Rodat** et **Surkhrod**⁷¹. En 2008, à Rodat (à 25km de Jalalabad), le gouverneur a créé un quartier résidentiel destiné à accueillir les familles des policiers formés dans l'académie qui y avait été édifiée l'année précédente. Les communautés locales, inquiètes d'être exclues de ce projet immobilier, ont obtenu de se voir offrir la moitié des parcelles disponibles. Or, la promesse n'ayant pas été honorée, la tribu Momand a organisé une manifestation publique pendant laquelle deux personnes ont été tuées. Les responsables de la communauté se sont ensuite empressés de s'emparer des terres destinées aux policiers, en faisant valoir la *shafa* (supra 2.1.)⁷². Les quelques aînés qui ont enjoint leurs concitoyens à s'abstenir, ont été perçus comme inféodés au gouverneur, ont perdu toute crédibilité auprès de la population et n'ont pas été écoutés. Les autorités provinciales n'admettant pas la propriété revendiquée par les Momand sur ces terres, le conflit demeure gelé⁷³.

En ce qui concerne les conflits de moindre envergure, la *shafa* (supra 2.1.) sert de fondement à la très grande majorité des cas d'accaparement de terres observés à Nangarhar au début des années 2010. Il s'agit pourtant d'un détournement de ce principe, puisque les prétentions du nouveau propriétaire doivent pouvoir être justifiées par des documents (soit un titre officiel, soit un *urfi khat*, c'est-à-dire un simple document non enregistré auprès du gouvernement mais reconnu car signé par le vendeur, l'acquéreur

⁶⁸ ADELKHAH F., 06/2013, [url](#)

⁶⁹ Le père de Haji Zahir Qadir, Haji Zahir, a conduit la résistance aux Soviétiques à Nangarhar et a contrôlé la province jusqu'à l'arrivée des talibans au pouvoir. Son frère Haji Din Muhammad a à son tour été gouverneur de Nangarhar jusqu'en 2005, Sherzai lui succédant alors. Voir à ce sujet : DIDR, « Le député Haji Zahir Qadir et ses miliciens dans la province de Nangarhar », OFPRA, 07/06/2018, [url](#)

⁷⁰ OSMAN B., 27/09/2016, [url](#)

⁷¹ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁷² MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁷³ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

et leurs témoins), que peu de gens possèdent⁷⁴. Les autorités nationales (la direction du développement urbain) et locales (la mairie de Jalalabad, le bureau du gouverneur, le comité provincial de gestion du foncier) ayant été débordées par cette croissance démographique, les habitants se sont tournés vers des pratiques comme l'accaparement de terres, ou *zorabad* (*supra* 2.1.).

Nangarhar compte, avec la Kunar, au nombre des deux provinces où l'Institut américain pour la paix (*United States Institute of Peace*, USIP) a mis en place des conseils de résolution des conflits (*Dispute Resolution Councils*, DRC), réunissant des chefs tribaux et des cadres du gouvernement pour se pencher sur les différends impliquant plusieurs communautés ou villages. Dans un rapport publié en 2011, l'USIP indique que les conflits fonciers ont représenté 55% des 120 affaires sur lesquelles les DRC ont travaillé dans les deux provinces (contre 11% pour les conflits familiaux)⁷⁵. Chaque mosquée et chaque quartier de Jalalabad disposant de leur propre *shura*, ou assemblée consultative (sans compter les conseils créés par les ONG et les assemblées représentant un clan particulier), **cette prolifération d'instances de résolution nuit parfois à leur efficacité, les parties pouvant choisir l'assemblée la plus susceptible de les soutenir**⁷⁶.

2.2.3. Une destination privilégiée pour les Afghans revenant d'exil à l'étranger

Selon le HCR, entre 2002 et 2005, plus de 17 000 familles sont revenues à Jalalabad, soit près de 100 000 personnes – ainsi dès la chute du régime taliban, cette province a connu une forte pression démographique. Le HCR a alors lancé des projets résidentiels dans des districts voisins, dont Behsud⁷⁷.

Le problème des Afghans revenant du Pakistan s'est fait plus aigu dans la seconde moitié de l'année 2016, avec près de 600 000 retours – souvent des personnes ayant quitté le pays 30 à 40 ans auparavant. **La plupart d'entre eux (70%, selon un conseiller provincial) ont choisi de s'installer à Nangarhar** (en particulier à Jalalabad et dans les districts voisins, comme Behsud), **la population de la province** (déjà l'une des plus densément peuplées du pays, avec 1,5 million d'habitants) **augmentant d'un tiers en 2016**.

Cela a incité de riches particuliers à acheter des terrains pour y construire des maisons ensuite louées à ces *returnees*⁷⁸. À Qasimabad, dans le district de Behsud, la plupart des familles revenues du Pakistan partagent leur toit avec d'autres personnes rapatriées ou avec des villageois. Dans les zones du district les plus proches de Jalalabad, le prix du *biswa* (environ 100 m²) avoisinait 6 500 à 8 000 dollars en 2017. L'enjeu financier est tel que les familles qui consentaient auparavant à laisser s'installer des *returnees* gratuitement sur leurs terres leur font désormais payer un loyer⁷⁹.

En outre, le gouvernement a lancé des programmes voués à faciliter l'installation de ces milliers de réfugiés. En 2006, Nangarhar a ainsi été l'une de cinq provinces-pilotes pour le **Programme d'allocation des terres (*Land Allocation Scheme*, LAS) pour les réfugiés, les déplacés internes et les autres groupes vulnérables**. Cependant, le nombre de demandes a largement excédé les capacités du programme, engendrant de longues listes d'attente⁸⁰. En 2016, le président Ghani a signé un décret autorisant la construction de trois cités résidentielles censées accueillir les tisseurs de tapis revenant du Pakistan, dont l'une à Wech Tangi, à Behsud. L'ambition était d'encourager le retour des artisans dont la production a longtemps fait la renommée du pays. AAN relève cependant

⁷⁴ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁷⁵ COBURN N., 08/2011, [url](#), p. 3

⁷⁶ COBURN N., 08/2011, [url](#), p. 4

⁷⁷ URD, 2006, [url](#), p. 46

⁷⁸ MUZHARY F., 12/05/2017, [url](#)

⁷⁹ MUZHARY F., 12/05/2017, [url](#)

⁸⁰ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

que l'année suivante, les travaux préliminaires au chantier n'avaient connu aucune avancée⁸¹.

De manière générale, les tentatives pour allouer des terres aux Afghans de retour au pays ont tourné court. Ainsi, des notables locaux auraient fait main-basse sur 3 000 des 8 000 parcelles composant la cité résidentielle de Chamtala (district de Surkhrod), créée en 2008. Sur le site de Sheikh Misri (à la frontière des districts de Surkhrod et Chaparhar), même les *returnees* disposant des documents attestant leurs droits sur ces terres n'ont pas obtenu gain de cause, l'un des spoliateurs étant l'ancien chef de la police de Nangarhar, Muhammad Zaman Ghamsharik⁸².

2.3. La situation à Behsud

2.3.1. Une histoire foncière complexe

Behsud concentre, sur un petit territoire, les problèmes fonciers rencontrés dans l'ensemble de la province. En effet, depuis la chute du régime taliban, son histoire a été émaillée de conflits terriens de petite et grande ampleur, d'une grande complexité, opposant le gouvernement à une communauté, des communautés entre elles ou des clans. Cela tient tant à la faible superficie disponible pour l'exploitation agricole et la construction de logements qu'au retour massif des réfugiés du Pakistan et aux déplacements internes⁸³.

Selon TLO, qui travaille notamment sur la gouvernance dans le sud-est afghan, **les questions foncières sont « au cœur » de nombreux conflits à Behsud, et d'autant plus qu'il existe peu de documents officiels attestant la propriété sur un terrain**⁸⁴. En effet, au cours du règne de Zahir Shah (1933-1973), seulement 20% des terres faisaient l'objet d'un enregistrement formel, ce que les personnes interrogées par TLO imputent à l'analphabétisme des propriétaires et à leurs réticences quant au paiement de l'impôt, qui les incitait à déclarer moins de *jeribs*⁸⁵ qu'ils n'en possédaient réellement⁸⁶. D'un point de vue historique, Behsud comptait bon nombre de propriétaires terriens sous Zahir Shah, aussi l'arrivée au pouvoir des communistes et la redistribution foncière que ceux-ci prônaient ont suscité peu d'enthousiasme auprès de la population⁸⁷.

À Behsud, les figures influentes sont l'ancien chef de la police de Nangarhar et actuel député, **Haji Hazrat Ali**, et son beau-frère, **Gul Karim**, un Pashai. On peut encore citer **Jawad Zaman**, **Zahir Qadir**, **l'ingénieur Ghaffar** (député et ancien maire de Jalalabad) et **Mirwais Yassini**, qui a été président adjoint de la chambre basse du Parlement afghan (*supra*, 1.1.)⁸⁸. Fabrizio Foschini décrit **Hazrat Ali** comme le chef de la police de Nangarhar en 2003-2004, bénéficiant de ses réseaux de l'Alliance du Nord et du soutien de commandants pashai⁸⁹. D'après un témoignage recueilli par une doctorante britannique, Hazrat Ali s'est notamment emparé d'une zone connue sous le nom de **désert de Gamberi** (ou Gambari, Gambehre), située à 12 km au nord de Jalalabad et à l'ouest de Behsud. Il a réparti ces terrains entre ses frères et y a construit des maisons, ce dont se sont plaints tous les habitants du secteur au point de manifester pour exiger le départ de Hazrat Ali. En représailles, celui-ci, appuyé par le commandant Gul Karim, a fait ouvrir le feu sur la foule⁹⁰. Selon TLO, ces élites jouent un rôle tout aussi déterminant dans la résolution des

⁸¹ MUZHARY F., 12/05/2017, [url](#)

⁸² MUZHARY F., 12/05/2017, [url](#)

⁸³ STAHLMANN F., 2016, [url](#), p. 36

⁸⁴ TLO, 05/2014, [url](#), p. 54

⁸⁵ Le *jerib* est une unité de mesure correspondant environ à 0,2 ha. Il se décompose en 20 *biswas* (1 *biswa* = 100 m²).

⁸⁶ TLO, 05/2014, [url](#), p. 54

⁸⁷ TLO, 05/2014, [url](#), p. 34

⁸⁸ TLO, 05/2014, [url](#), p. 14

⁸⁹ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

⁹⁰ LARSON A. L., 07/2013, [url](#), p. 249

conflits locaux, Haji Zahir Qadir étant souvent cité en exemple de ces immixtions de personnalités influentes dans les procédures judiciaires⁹¹.

En principe, une famille s'installant à Behsud doit désormais acheter une terre ou en obtenir une auprès du gouvernement, alors même que les zones prévues sont très souvent déjà occupées⁹². En effet, nombre d'habitants ont imité les pratiques de ces commandants locaux qui s'emparaient de terres pour accroître leur influence politique et ont, à leur tour, fait valoir la *shafa* (*supra*, 2.1.)⁹³. Indépendamment de la réalité de l'appropriation illégitime des terres, la population locale voit beaucoup d'injustice dans leur attribution⁹⁴ et se montre très vigilante quant la sécurisation des abords de son espace de vie. **Cette compétition entre prétendants aux terres conduit à la prolifération des armes et à l'implication de tierces parties, qui cherchent à peser sur l'issue du conflit dans un sens favorable à leurs intérêts.** Selon la majorité des personnes interrogées par TLO au cours de son enquête, **ces prédateurs de terres sont la principale cause d'insécurité et de violence dans la région** – ce constat s'appliquant particulièrement aux membres des communautés Khogyani et Pashai, qui profitent de l'appui des hommes forts de leur communauté, installés à Jalalabad⁹⁵. Ces pratiques ont gagné en ampleur au début de la présidence Karzaï, les terres prenant alors une valeur importante tandis que le gouvernement ne disposait que de moyens minimes. Appuyés par d'anciens commandants moudjahidines, les communautés locales et les nouveaux arrivants ont commencé à occuper des terres publiques et à étendre leurs droits sur les alentours de leur village ou de leur camp⁹⁶.

2.3.2. Exemples d'affrontements liés à la terre

Depuis 2001, le district a accueilli de nombreux déplacés internes originaires des districts (Kot, Bati Kot, Shinwari...) et provinces (Kunar, Laghman, Nuristan) voisins, du fait de la sûreté relative qu'il offre et de sa proximité avec Jalalabad⁹⁷. Ainsi, en 2013-2013, quelque 5 000 personnes se sont installées à Behsud, en raison de l'insécurité (liée à l'insurrection armée comme à des conflits communautaires), du manque de terres cultivables et de l'instabilité économique⁹⁸. **En décembre 2017, l'OIM dénombrait 192 845 déplacés internes et personnes revenues de leur exil à l'étranger dans le district de Behsud depuis 2012**, celui-ci se classant premier dans la province de Nangarhar. De plus, parmi les 20 principaux campements de Nangarhar dans lesquels ces personnes étaient alors installées, huit se trouvaient à Behsud : Ada, Jowi Dahi Sharqe, Tarkho Oba, Jowi Yazdah, Daman, Karaiz Kabir, Saracha Arabeya et Beniga⁹⁹.

D'après une étude menée par le programme Analyse et cartographie des marchés en situation d'urgence (*Emergency Market Mapping and Analysis*, EMMA), **en janvier 2017, Behsud comptait un Afghan revenu d'un pays tiers pour quatre habitants**¹⁰⁰. L'étude ajoute que **Behsud a été le district le plus affecté par l'urbanisation et la croissance rapides de Jalalabad**¹⁰¹, et si le parc immobilier a augmenté d'environ 15% en 2016 dans les environs de Jalalabad, cette hausse a été insuffisante pour répondre aux besoins d'une population qui a crû de 20% sur la même période, voire de 50% à Kama et Behsud¹⁰².

⁹¹ TLO, 05/2014, [url](#), p. 53

⁹² TLO, 05/2014, [url](#), p. 55

⁹³ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

⁹⁴ TLO, 05/2014, [url](#), p. 54

⁹⁵ TLO, 05/2014, [url](#), p. 55

⁹⁶ TLO, 05/2014, [url](#), p. 55

⁹⁷ TLO, 05/2014, [url](#), p. 37

⁹⁸ TLO, 05/2014, [url](#), p. 38

⁹⁹ OIM, 12/2017, [url](#)

¹⁰⁰ Oxfam/EMMA, 12/05/2017, [url](#), p. 24

¹⁰¹ Oxfam/EMMA, 12/05/2017, [url](#), p. 41

¹⁰² Oxfam/EMMA, 12/05/2017, [url](#), p. 56

La plupart des conflits fonciers observés dans le district consistent des différends entre deux personnes – souvent des voisins – portant sur des parcelles de moins de 5 *jeribs*. On recense aussi des affaires d'occupation de terres par des communautés entières ou de spoliation de terres (*land grabbing*). TLO observe que, localement, le terme de « spoliation » est entendu dans une acception assez large, allant de l'occupation illégale d'un espace par des migrants à l'usurpation par une communauté des droits d'usage d'une autre, sans oublier l'accaparement par la force d'un terrain par des hommes de pouvoir¹⁰³.

À cet égard, le cas de la commune (*shahrak*, souvent traduit en anglais par *township*) de **Qasimabad**, à cinq kilomètres au nord de Jalalabad, est tout à fait exemplaire. Conçu dans le cadre d'un plan directeur élaboré dans les années 1970, alors que Daoud Khan était Premier ministre, pour absorber la population croissante de Jalalabad, ce projet n'a cependant pas été mis en œuvre¹⁰⁴. Qasimabad concentre 4 000 parcelles, soit 800 *jerib* ou 160 hectares, dont la valeur a considérablement augmenté au cours des années 2000 (de 80-160 dollars à plus de 2 000)¹⁰⁵. Selon l'économiste Liz Alden Wily, citée par l'inspection responsable d'évaluer l'usage des fonds publics américaines alloués à la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), **le prix des terrains, en zone urbaine, a augmenté de 1 000% entre 2001 et 2017**¹⁰⁶. Après 2001, de nombreuses personnes de retour d'exil se sont installées à Qasimabad, encouragées par trois anciens commandants moudjahidines locaux qui ont distribué des terres à leurs partisans et qui les ont invités à prendre le contrôle de la commune¹⁰⁷. En parallèle, le gouvernement a vendu des parcelles à des fonctionnaires, des clercs ou des personnes handicapées sans prendre en compte le fait que ces terres étaient déjà occupées. Les habitants de la région ont, quant à eux, fait valoir la *shafa* pour s'emparer d'une vaste partie de Qasimabad¹⁰⁸. Il n'est donc pas surprenant que des affrontements armés aient éclaté en 2005 et 2007 entre les résidents du village – des Arabes, appuyés par l'ancien maire de Jalalabad et quelques commandants moudjahidines – et des Pashaïs nouvellement arrivés, ceux-ci bénéficiant du soutien des forces de sécurité, alors tenues par Hazrat Ali. En 2009, l'UNAMA a enjoint les parties à reconnaître les droits des occupants actuels des parcelles, pour éviter tout conflit futur¹⁰⁹. Ainsi, conclut TLO, **la situation est « inextricable »¹¹⁰ : en 2014, la population de Qasimabad était à 80% composée de personnes occupant illégalement leur terre, sans aucun processus viable de régularisation de leur situation.**

À l'est du district, près de celui de Rodat, la tribu des Samar Khail s'est également opposée à l'installation de Kuchis, qui ont bénéficié de l'appui du gouverneur taliban dans les années 1990. Après 2001, l'affaire a été confiée au gouverneur de Nangarhar, Haji Qadir, qui a décidé de l'arrestation des Kuchis récalcitrants. Peu après, une commission a jugé illégitimes les prétentions des deux parties sur les terres en question, mais celles-ci ont refusé d'être expulsées. Les affrontements se sont ensuite poursuivis¹¹¹.

Dans le village de **Banda**, **le conflit oppose depuis 2010 la population locale aux Kuchis** jadis arrivés des provinces de Paktia, Khost et Logar, les seconds refusant que les pâturages qu'ils utilisent traditionnellement soient alloués à des nouveaux arrivants dans la région. Une médiation, portée par le conseil communautaire de district¹¹², n'a vraisemblablement pas porté ses fruits. Le conflit a provoqué la mort d'un Kuchi et continue

¹⁰³ TLO, 05/2014, [url](#), p. 54

¹⁰⁴ TLO, 05/2014, [url](#), p. 56

¹⁰⁵ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

¹⁰⁶ SIGAR, 02/2017, [url](#), p. 3

¹⁰⁷ TLO, 05/2014, [url](#), p. 56

¹⁰⁸ MUMTAZ W., 06/2013, [url](#)

¹⁰⁹ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

¹¹⁰ TLO, 05/2014, [url](#), p. 56

¹¹¹ TLO, 05/2014, [url](#), p. 56

¹¹² Ces conseils ont été financés jusqu'en 2012 par le programme national de proximité (*Afghan Social Outreach*). TLO affirme que celui du Behsud a depuis cessé d'exister.

d'empêcher la cohabitation des deux communautés, qui refusent notamment de fréquenter les mêmes mosquées¹¹³.

Dans la région de **Saracha** (dans le sud du district), un conflit foncier entre des membres de la tribu Shinwari et des Arabes aurait fait plusieurs morts en 2013¹¹⁴.

Les femmes sont particulièrement vulnérables aux spoliations des terres qui leur reviennent de droit. En août 2016, plusieurs d'entre elles ont manifesté dans le centre de Jalalabad contre les responsables communautaires – Malak Naimat, Malak Nizam et Dawood – qu'elles accusaient d'avoir usurpé leurs terres, dans le district de Behsud. Elles ont fait état des violences que leur famille et elles-mêmes ont subies en tentant de s'opposer à l'occupation illégale de leurs biens fonciers¹¹⁵.

2.3.3. Corruption, clientélisme et faiblesse du pouvoir judiciaire

Face à ces divers abus, le pouvoir judiciaire ne pèse guère, surtout lorsqu'un notable ou un commandant influent s'immisce dans un litige. Selon un habitant de Behsud interrogé dans le cadre d'une étude sur la justice de base en Afghanistan, « **[ces individus puissants] ne s'emparent pas directement des terres, ils usent de leur influence et de leur pouvoir pour qu'un conflit foncier penche en faveur de leur obligé et que celui-ci, en retour, leur cède des terres** »¹¹⁶. Cette même étude évoque une affaire particulièrement complexe impliquant deux cousins qui, pour faire valoir leurs droits face à un officier de police, avaient dépensé entre 60 et 70 000 dollars en pots-de-vin versés à des juges, des avocats, des procureurs et des fonctionnaires du district¹¹⁷. Pour obtenir de telles sommes, il leur a fallu s'endetter – un engrenage fréquent, dont le coût finit par excéder celui du terrain contesté. Cet exemple illustre le caractère endémique de la corruption et du favoritisme non seulement dans le secteur judiciaire, mais aussi dans l'ensemble des institutions publiques. **De plus, quand bien même une décision serait prise contre la partie la plus puissante, il est peu probable qu'elle soit ensuite exécutée.** Cela conduit beaucoup d'Afghans à ne pas s'adresser à la justice officielle, et beaucoup de magistrats à ne pas se battre pour des condamnations qui resteront sans effet. De même, **bon nombre d'agents publics devant leur poste à des individus haut-placés, les premiers ne sauraient s'en prendre aux seconds**¹¹⁸.

Dans une étude publiée en 2013, Liz Alden Wily concluait que les gouvernements afghans post-2001 n'avaient manifesté aucune intention réelle de réformer le régime de propriété foncière et se conformaient, tout au plus, aux attentes de leurs bailleurs de fonds étrangers¹¹⁹. De plus, l'État afghan n'a pas tant cherché à démocratiser le pays qu'à consolider ses pouvoirs, au travers d'une centralisation accrue alors même que les institutions étatiques étaient trop faibles pour remédier aux nombreux conflits fonciers. En d'autres termes, **l'État s'est montré incapable de réguler les relations foncières, ce qui a altéré la confiance que lui vouent les citoyens** en tant qu'administrateur et distributeur de terres, et abouti à l'effet opposé à celui qui était espéré¹²⁰.

La **profusion de faux documents** achève de retirer toute pertinence aux institutions formelles, en particulier dans les régions où le respect de la propriété dépend de la protection du notable local le plus influent ou d'un chef milicien¹²¹.

Les tentatives pour confier aux communautés locales la création de leur propre registre foncier – ce qui devait les inciter à résoudre elles-mêmes leurs conflits

¹¹³ TLO, 05/2014, [url](#), p. 56

¹¹⁴ TLO, 05/2014, [url](#), p. 37

¹¹⁵ Pajhwok, 23/08/2016, [url](#)

¹¹⁶ STAHLMANN F., 2016, [url](#), p. 23

¹¹⁷ STAHLMANN F., 2016, [url](#), p. 24

¹¹⁸ STAHLMANN F., 2016, [url](#), p. 25

¹¹⁹ WILY L.A., 02/2013, [url](#), p. 5

¹²⁰ WILY L.A., 02/2013, [url](#), p. 5-6

¹²¹ WILY L.A., 02/2013, [url](#), p. 8

de terres – n'ont pas été suffisamment promues auprès du public lors de leur adoption en 2008-2009¹²².

Symboles de l'injustice que ressentent beaucoup d'Afghans, les *shahrak* (des cités résidentielles, communément appelées « petites villes ») sont des projets de développement immobilier privés, autorisés – au terme de démarches à la légalité douteuse – par les autorités. **Ces shahrak accréditent l'idée que l'État dispose du domaine public sans tenir compte des droits coutumiers des communautés locales**¹²³.

Malgré tout, ces dernières années, les autorités nationales ou locales ont fait montre d'un certain volontarisme à Behsud, quoiqu'il soit difficile d'évaluer la mise en œuvre des promesses faites aux résidents. Cette détermination revendiquée des autorités fait écho aux critiques émises par le conseil provincial de Nangarhar contre l'exécutif local, en 2016, face à des spoliations de terres de plus en plus massives¹²⁴. **En 2017, quelque mille individus disposaient illégalement de 110 000 hectares appartenant au gouvernement sur l'ensemble de Nangarhar, soit deux tiers du domaine foncier public de la province**¹²⁵.

Ainsi, c'est notamment l'activisme du Bureau de supervision et de lutte anticorruption (*High Office of Oversight and Anti-Corruption*, HOOAC) qui a permis d'imposer le scandale des terres du canal de Nangarhar dans le débat public. Le directeur de l'HOOAC, Aziz Ludin, a affirmé que 4 à 5 individus s'étaient emparés de 10 000 hectares de ces terres¹²⁶.

De plus, en **décembre 2015**, les autorités provinciales ont annoncé le lancement d'une campagne de recouvrement des terres spoliées sur l'ensemble de la province. Les opérations ont commencé dans le district de Behsud, où un certain nombre de bâtiments construits sans autorisation ont été détruits. Certains membres du conseil provincial de Nangarhar se sont montrés sceptiques et ont vu dans cette campagne un geste « symbolique », les accapareurs de terres jouissant d'appuis au sein même du gouvernement¹²⁷.

En **janvier 2016**, peu après que le président Ghani a, au cours d'une visite, ordonné aux autorités locales de lui fournir une liste des individus impliqués dans la spoliation de terres, deux de ces hommes ont été arrêtés : Haji Ghulam Farog, accusé d'avoir vendu des terres appartenant à l'Etat, et un *malek* de Behsud¹²⁸.

En **janvier 2017**, le gouverneur du district de Behsud, Mohammad Seddiq Dawlatzai, a annoncé que : « 400 acres [environ 160 ha] de terres occupées illégalement ont été recouvrées » après l'intervention des forces de sécurité, notamment dans les villages de Qasimabad, Benegah, Samarkhel, Bahrabad et Wach Tangi. L'opération a été saluée par le responsable de la Commission pour la prévention foncière de Nangarhar, Ahmad Shah Sadat, qui a précisé que les terrains concernés avaient été repris à leurs occupants quel que soit leur milieu social¹²⁹.

En **décembre 2018**, 34 « individus puissants » – dont le média *Pajhwok* donne la liste – ont été placés en détention pour avoir occupé illégalement des terres appartenant au gouvernement, notamment dans les districts de Behsud, Sara Rod, Rodat et Kama. Interrogé par *Pajhwok*, un activiste de la société civile, Burhan Seerat, a fait montre d'un optimisme mesuré, en relevant que le gouverneur provincial n'avait livré aucun détail quant à la nature exacte des faits reprochés aux détenus et à l'avancement de ces dossiers¹³⁰. Deux semaines plus tôt, le gouverneur avait déploré que certaines personnes accusées

¹²² WILY L.A., 02/2013, [url](#), p. 7

¹²³ WILY L.A., 02/2013, [url](#), p. 6

¹²⁴ TOLONews, 11/08/2016, [url](#)

¹²⁵ RFE/RL, 02/01/2017, [url](#)

¹²⁶ FOSCHINI F., 16/06/2012, [url](#)

¹²⁷ TOLONews, 20/12/2015, [url](#)

¹²⁸ Pajhwok, 13/01/2016, [url](#)

¹²⁹ Pajhwok, 18/01/2017, [url](#)

¹³⁰ Pajhwok, 31/12/2018, [url](#)

d'avoir vendu des terres dont l'État leur avait concédé l'usage (et non la propriété) avaient refusé de se présenter devant la police. Parmi elles figurait un membre de l'Assemblée nationale (*Wolesi Jirga*), Haji Gul Murad Arab¹³¹.

Les autorités tentent également d'imposer l'Arazi – l'autorité foncière afghane – comme un acteur incontournable. À l'occasion d'une présentation donnée lors d'un sommet organisé par le Banque mondiale en mars 2018 et consacré à la question foncière et la pauvreté, trois chercheurs de l'ONU-Habitat ont indiqué que l'Arazi, avait identifié deux zones de Nangarhar permettant une distribution de parcelles à plusieurs milliers de familles : la première, à cheval sur les districts de Bati Kot et Kot, ne semble toutefois pas s'y prêter, du fait de l'insécurité qui y règne ; en revanche, la seconde, à Khanakai Qasimabad, à Behsud, remplit tous les critères. Du reste, en septembre 2017, le président Ghani a donné mandat à Arazi pour **créer une réserve foncière nationale**, celle-ci devant d'abord se concentrer sur l'enregistrement des terrains publics dans les provinces de Nangarhar, Kaboul, Baghlan et Laghman¹³². Enfin, le responsable de la police à Behsud a confié à TLO qu'il tâchait de faire enregistrer les conflits fonciers résolus (essentiellement par des mécanismes de médiation informelle) auprès de l'autorité foncière, Amlak (celle-ci devrait être intégrée à l'Arazi, l'autorité foncière afghane, mais des bureaux de l'Amlak subsistaient à Nangarhar en 2014)¹³³.

¹³¹ Pajhwok, 18/12/2018, [url](#)

¹³² ONU Habitat, 03/2018, [url](#), p. 17-18

¹³³ TLO, 05/2014, [url](#), p. 55

Bibliographie

Sites web consultés en septembre et octobre 2019.

Document DIDR

DIDR, « Le député Haji Zahir Qadir et ses miliciens dans la province de Nangarhar », OFPRA, 07/06/2018

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1806_afg_haji_zahir_qadir_milice.pdf

Homologue

Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA), « Situation sécuritaire à Jalalabad, Behsud et Surkhrod », 18/03/2019

https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_afghanistan_situation_sécuritaire_a_jalalabad_behsud_et_surkhrod_20190318_0.pdf

Organisations intergouvernementales

Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), « Improving Access to state land for returnees and IDPs in Afghanistan », 03/2018

https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=29&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiE-MrNoezkAhWuA2MBHTNCDnUQFjAcegQIIhAC&url=https%3A%2F%2Fwww.conftool.com%2Flandandpoverty2018%2Findex.php%2F08-03-Sherchan-822_paper.pdf%3Fpage%3DdownloadPaper%26filename%3D08-03-Sherchan-822_paper.pdf%26form_id%3D822%26form_version%3Dfinal&usq=AOvVaw2tvXh2M2E-drjk7Ld_khKx

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA), « UNAMA welcomes Afghanistan's new penal code - calls for robust framework to protect women against violence », 22/02/2018

<https://unama.unmissions.org/unama-welcomes-afghanistan%E2%80%99s-new-penal-code-calls-robust-framework-protect-women-against-violence>

Organisation internationale pour les migrations (OIM), « Baseline Mobility Assessment – Summary Results, nov-déc 2017 –Nangarhar », 12/2017

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Afghanistan-Baseline-Mobility-Assessment-Summary-Results-December-2017-Nangarhar-English.pdf>

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), « Nangarhar Province – District Atlas », 04/2014

<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/Nangarhar.pdf>

Institutions nationales

Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), « Land Reform in Afghanistan: Full Impact and Sustainability of \$41.2 Million USAID Program Is Unknown », 02/2017

<https://www.sigar.mil/pdf/audits/SIGAR-17-27-AR.pdf>

Gouvernement de la République d'Afghanistan (GoRA), « Penal Code », 07/10/1976
https://www.unodc.org/res/cld/document/penal-code-amended_html/PENAL_CODE_with_Amendments.pdf

Organisations non gouvernementales

Oxfam/EMMA, « Labour and Housing market systems in Nangarhar Province, Eastern Afghanistan », 12/05/2017
https://fscluster.org/sites/default/files/documents/nangarhar_emma_report_-_final_12th_may_2017.pdf

The Liaison Office (TLO), « Justice & Security – Practices, Perceptions and Problems in Kabul and Nangarhar », 05/2014
https://www.cordaid.org/en/wp-content/uploads/sites/11/2014/10/2014_10_01_Justice_and_Security_Report.pdf

MUMTAZ Wamiqullah, « Jalalabad's "Grab-Town" : A Difficult Case of Illegal Settlement and Land Dispute », 2BCS, 05/2012
<http://www.paktika1.com/wp-content/uploads/2013/04/Oasim-Abad-A-Difficult-Case-of-Land-Grabbing-in-Jalalabad.pdf>

Groupe Urgence Réhabilitation, Développement (URD), « Jalalabad : A resort city of change », 2006
https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/61451817BCB34FDF492573FC0023908B-Full_Report.pdf

Universités, centres de recherches et *think tanks*

Afghanistan Research & Evaluation Unit (AREU), « Land Governance Assessment Framework », 06/2017
https://estatedocbox.com/Buying_and_Selling_Homes/73596896-Land-governance-assessment-framework-lgaf-afghanistan-final-report.html

MUZHARY Fazal, « Resettling Nearly Half a Million Afghans in Nangarhar: The consequences of the mass return of refugees », Afghanistan Analysts Network (AAN), 12/05/2017
<https://www.afghanistan-analysts.org/resettling-nearly-half-a-million-afghans-in-nangarhar-the-consequences-of-the-mass-return-of-refugees/>

OSMAN Borhan, « Descent into chaos: Why did Nangarhar turn into an IS hub? », Afghanistan Analysts Network (AAN), 27/09/2016
<https://www.afghanistan-analysts.org/descent-into-chaos-why-did-nangarhar-turn-into-an-is-hub/>

MARTY Franz J., « On the Trail of the Islamic State in Afghanistan », Foreign Policy, 05/04/2016
<https://foreignpolicy.com/2016/04/05/afghanistan-islamic-state-taliban/>

STAHLMANN Friederike, « Exploring Primary Justice in Afghanistan », Université de Leiden, 2016
<https://www.universiteitleiden.nl/binaries/content/assets/rechtsgeleerdheid/instituut-voor-metajuridica/exploring-primary-justice-in-afghanistan-vs-2016.10.11.pdf>

NEMAT Orzala Ashraf, « Local governance in the age of liberal interventionism : governance relations in the post-2001 Afghanistan (PhD Thesis) », SOAS, University of London, 2015
<https://pdfs.semanticscholar.org/4153/e9907ceba1aa7df8f65b660886812b1f7c3a.pdf>

LARSON Anna Lucy, « The State of Democratisation in Afghanistan – PhD Post War Recovery Studies », University of York, 07/2013
<https://pdfs.semanticscholar.org/65bf/7d752141ad8e46625539a1e7a52a1662eceb.pdf>

SADEGHI Ahmad Reza, « La protection de la propriété terrienne entre loi et arbitrages », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, n° 133, 06/2013
<https://journals.openedition.org/remmm/8004#text>

MUMTAZ Wamiqullah, « Three Faces of Shafa. Land Ownership on Trial in Nangarhar », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, n°133, 06/2013
<https://journals.openedition.org/remmm/8071>

ADELKHAH Fariba, « Guerre et terre en Afghanistan », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, n°133, 06/2013
<https://journals.openedition.org/remmm/7978>

WILY Liz Alden, « Land, People, and the State in Afghanistan: 2002 – 2012 », Afghanistan Research & Evaluation Unit (AREU), 02/2013
<https://areu.org.af/wp-content/uploads/2016/02/1303E-Land-II-CS-Feb-2013.pdf>

FOSCHINI Fabrizio, « Land Grabs in Afghanistan (1): Nangrahar, the disputed o-rangeland », Afghanistan Analysts Network (AAN), 16/06/2012
<https://www.afghanistan-analysts.org/land-grabs-in-afghanistan-1-nangrahar-the-disputed-o-rangeland/>

MANSFIELD David, « Between a Rock and a Hard Place - Counter-narcotics efforts and their effects in Nangarhar and Helmand in the 2010-11 growing season », Afghanistan Research & Evaluation Unit (AREU), 10/2011
<https://areu.org.af/wp-content/uploads/2016/02/1128E-Between-a-Rock-and-a-Hard-Place-CS-2011.pdf>

COBURN Noah, « The Politics of Dispute Resolution and Continued Instability in Afghanistan », United States Institute for Peace (USIP), 08/2011
http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/3985~v~The_Politics_of_Dispute_Resolution_and_Continued_Instability_in_Afghanistan.pdf

Long War Journal, « US troops defeat Taliban assault on base in Nangarhar », 06/04/2011
https://www.longwarjournal.org/archives/2011/04/us_troops_defeat_tal.php

FOSCHINI Fabrizio, « Because the Night Belongs to Raiders: Special ops in Nangrahar », Afghanistan Analysts Network (AAN), 10/01/2011
<http://www.afghanistan-analysts.org/wp-content/uploads/wp-post-to-pdf-cache/1/because-the-night-belongs-to-raiders-special-ops-in-nangrahar.pdf>

Long War Journal, « Taliban leader linked to Pakistan-based Lashkar-e-Islam captured in Afghan east », 18/12/2010
https://www.longwarjournal.org/archives/2010/12/taliban_leader_linke.php

Long War Journal, « US, Afghan troops beat back Taliban assault on outpost in the east », 13/11/2010
https://www.longwarjournal.org/archives/2010/11/_map_of_afghanistans.php

WILY Liz Alden, « Land Rights in Crisis: Restoring Tenure Security in Afghanistan », Afghanistan Research & Evaluation Unit (AREU), 03/2003

https://www.ecoi.net/en/file/local/1277188/1329_1211898466_land-rights-in-crisis-ip.pdf

Médias

Pajhwok, Daesh, « Taliban fighting displaces thousands of families in Nangarhar », 02/05/2019

<https://www.pajhwok.com/en/2019/05/02/daesh-taliban-fighting-displaces-thousands-families-nangarhar>

Pajhwok, « 34 powerful land-grabbers arrested in Nangarhar : Governor », 31/12/2018

<https://www.pajhwok.com/en/2018/12/31/34-powerful-land-grabbers-arrested-nangarhar-governor>

Pajhwok, « Candidate among suspects on run in land-grab case », 18/12/2018

<https://www.pajhwok.com/en/2018/12/18/candidate-among-suspects-run-land-grab-case>

Pajhwok, « 400 acres of Behsud land retaken from grabbers », 18/01/2017

<https://www.pajhwok.com/en/2017/01/18/400-acres-behsud-land-retaken-grabbers>

Radio Free Europe/Radio Liberty, « Officials Report Large-scale Land Grab In Eastern Afghan Province », 02/01/2017

<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-nangarhar-land-grab/28209896.html>

Pajhwok, « Women rally against usurpation of their land in Nangarhar », 23/08/2016

<https://www.pajhwok.com/en/2016/08/23/women-rally-against-usurpation-their-land-nangarhar>

TOLONews, « Land Grabbing On The Rise In Nangarhar », 11/08/2016

<https://www.tolonews.com/afghanistan/land-grabbing-rise-nangarhar>

Pajhwok, « 2 powerful land grabbers detained in Nangarhar », 13/01/2016

<https://www.pajhwok.com/en/2016/01/13/2-powerful-land-grabbers-detained-nangarhar>

TOLONews, « Anti-Land Grabbing Campaign Launched In Nangarhar », 20/12/2015

<https://www.tolonews.com/afghanistan/anti-land-grabbing-campaign-launched-nangarhar>

Radio Free Europe/Radio Liberty, « Suicide-bomb blast kills dozens in Jalalabad, in Afghan east », 18/04/2015

<https://www.refworld.org/docid/5565ba0e3a.html>

Pajhwok, « 20 rebels eliminated in Nangarhar », Paktika, 06/05/2014

<https://www.pajhwok.com/en/2014/05/06/20-rebels-eliminated-nangarhar-paktika>

TOLONews, « Taliban Attack US Military Base, Jalalabad Airport », 02/12/2012

<https://www.tolonews.com/afghanistan/taliban-attack-us-military-base-jalalabad-airport>

The New York Times, « Attackers at U.S.-Afghan Base Wore Coalition Uniforms », 02/12/2012

<https://www.nytimes.com/2012/12/03/world/asia/taliban-bombers-attack-air-base-in-afghanistan.html>

The New York Times, « Suicide Attack Kills 9 in Eastern Afghanistan », 27/02/2012
<https://www.nytimes.com/2012/02/28/world/asia/suicide-attack-kills-9-in-eastern-afghanistan.html>

Khaama Press, « Suicide attack injures Afghan child in Nangarhar province », 02/01/2012
<https://www.khaama.com/suicide-attack-injures-1-in-nangarhar-province-312/>

Pajhwok, « Nangarhar ready for security transfer », 28/11/2011
<https://www.pajhwok.com/en/2011/11/28/nangarhar-ready-security-transfer>

The Telegraph, « Provinces that could be listed for Afghan second stage handover », 31/10/2011
<https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/8860265/Provinces-that-could-be-listed-for-Afghan-second-stage-handover.html>